

ITA

INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY

BÜLTEN BULLETIN

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
SQUARE CH. M. WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL: 2198
CCP: COODIFF s.c 000-1164657-75 - BRUXELLES

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence Agence Info-Türk

PERIODIQUE MENSUEL
3^{ème} année - mai 1979
Français 31
Prix 20 FB
Abonnement annuel
Belgique 200 FB
Etranger 250 FB

ARRESTATION MASSIVE DE DIRIGEANTS OUVRIERS LE 1er MAI EN TURQUIE

ISTANBUL (ITA) - Devant l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, le 10 mai 1979, le Premier Ministre turc Eilont Ecovit dut répondre à la question suivante:

"A propos de l'information publiée dernièrement dans la presse mondiale sur l'emprisonnement de patriotes, syndicalistes démocrates et travailleurs le soir du 1er mai, est-ce que le Premier Ministre de Turquie considère que ces décisions constituent un comportement démocratique?"

La réponse du Premier Ministre de Turquie était plutôt démagogique que l'expression de la vérité. D'après M. Ecovit la célébration du 1er Mai n'était pas interdite en Turquie, sauf dans certaines provinces qui étaient sous la loi martiale; quoique certaines personnes avaient été arrêtées pour avoir désobéi à cette interdiction à Istanbul, ils étaient déjà libérés. (Voir: Procès-verbal, 6^e session du 10 mai 1979).

En réalité, à ce moment, 728 personnes étaient enfermées dans les prisons militaires du Commandement de la loi martiale à Istanbul. Parmi elles, il y avait aussi les dirigeants de la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) et du Parti Ouvrier de Turquie (TIP).

Tandis que le Premier Ministre discourait à la tribune, le Comité Européen pour la Libération des Prisonniers du 1er Mai en Turquie distribua un tract illustré montrant l'arrestation de Madame Schico Boran, Présidente du TIP et M. Abdullah Bağtürk, Président de la DISK par la police et l'armée.

Sous le titre "Démocratisation de la vie politique en Turquie?" le tract disait: "Le gouvernement actuel de Turquie est arrivé au pouvoir en promettant de mettre fin à la violence politique et de démocratiser la vie politique. Mais la terreur politique continue avec un taux mensuel d'environ 100 assassinats. Si certaines personnes ont été arrêtées sous l'accusation d'avoir commis des meurtres politiques, les dirigeants et organisateurs de la violence politique, c'est-à-dire les chefs des commandos para-militaires 'Loupe Gris'

du Parti d'Action Nationaliste sont toujours libres et continuent de compléter contre le processus de démocratisation de la vie politique. Cédant à leur pression, le gouvernement a proclamé la loi martiale dans 19 des 67 provinces de Turquie et l'armée a à nouveau pris le contrôle des régions les plus peuplées. Les intellectuels progressistes sont encore jugés sur base d'articles anti-démocratiques du code pénal turc qui prévoient des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 15 ans ferme.

"Dernièrement, la célébration du 1er Mai à Istanbul, principal centre industriel du pays a été interdite par les autorités de la loi martiale et 1700 personnes environ ont été arrêtées pendant cette journée et rassemblées dans le stade de la ville. Plusieurs d'entre elles ont été battues et maltraitées par les forces de sécurité. Les 8 dirigeants de la DISK et 330 membres du Parti Ouvrier de Turquie sont encore dans des prisons militaires. C'est le côté négatif d'une période de 17 mois de démocratisation de la vie politique en Turquie."

Violation d'un droit fondamental de la classe ouvrière

La célébration du 1er Mai avait été officiellement interdite par les autorités turques pendant plus d'un demi-siècle. C'est en 1976 que la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) a défié cette interdiction et célébré le 1er Mai en tant que "Journée de combat et de solidarité internationale de la classe ouvrière" à la place Taksim d'Istanbul avec la participation de plus d'un demi million de travailleurs. Même les gouvernements de "Front Nationaliste" des partis de droite n'ont pas osé interdire la célébration du 1er Mai après la manifestation de cette année là. En 1977 néanmoins, après certaines provocations, des incidents sanglants coûtèrent 36 morts. Les célébrations du 1er Mai en 1978 se déroulèrent sans incident.

Mais en 1979, le commandant de la loi martiale à Istanbul, quoique la durée de la loi martiale devait encore être prolongée par le Parlement, déclara que si ce régime d'exception était maintenu, il interdirait la célébration du 1er Mai à Istanbul.

Alors, M. Abdullah Bağtürk, Président de la Confédération des Syndicats Progressistes et son secrétaire général M. Fehmi Işıklar déclarèrent que la célébration du 1er Mai est un indispensable droit des travailleurs obtenu après une longue période d'interdiction et, comme dans tous les pays démocratiques, il ne peut être question de demander une autorisation de la part d'une autorité quelconque pour cette manifestation. Le Conseil des Présidents des syndicats affiliés a également décidé à l'unanimité le 17 avril 1979 que la célébration du 1er Mai ne fait pas partie des matières tombant sous la loi martiale et que la direction de la confédération devait tout organiser pour cette célébration. Cette décision fut appuyée par d'autres organisations démocratiques.

Le 1er Mai est aussi l'anniversaire de la fondation du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) et la direction du parti demanda la permission de célébrer cet événement dans le Palais des Sports et d'Exposition d'Istanbul le soir de ce jour. Le TIP a aussi appelé toutes les forces démocratiques et socialistes à participer aux manifestations du 1er Mai sous la direction de la DISK.

La loi martiale fut étendue le 26 avril 1979 par le Parlement et en plus des 13 provinces déjà concernées, 6 autres en Turquie orientale ont été mises sous ce régime d'exception. Immédiatement après la prolongation et l'élargissement de la loi martiale, tous les commandements de ce régime ont fait des communiqués pour dire que la manifestation du 1er Mai était interdite dans les régions qu'ils commandaient.

Le 28 avril 1979, les forces de sécurité attaquèrent le siège de la DISK, confisquant toutes les affiches et tracts imprimés pour le 1er Mai et arrêtèrent M. Abdullah Bağtürk, Président, M. Fehmi Işıklar, Secrétaire Général, MM. Rıza Güven et Kemal Nebioğlu, vice-présidents et M. Tuncer Kocamanoglu, membre du comité exécutif. De plus, plus de 150 militants et fonctionnaires de la DISK furent arrêtés pour avoir distribué des tracts et mis des affiches sur les murs.

Comme 5 des 7 membres du comité exécutif étaient arrêtés et les deux autres à l'étranger au moment de ces événements, les fonctions dirigeantes furent assumées par les présidents de trois syndicats affiliés: H. Özcan Koşgeç, Président du Syndicat des Travailleurs Sociaux, M. Ridvan Budak, Président du /.

Syndicat des Travailleurs du Textile et N. Demirhan Tunçay, Président du Syndicat des Travailleurs de l'Alimentation. Mais, le 30 avril 1979, ils ont aussi été arrêtés par les autorités.

A côté de cette attaque ouverte des cercles dirigeants contre la classe ouvrière, une manœuvre traîtresse fut menée par certains syndicats contrôlés par des syndicalistes dissidents qui devaient déjà être chassés de la DISK. D'abord, ils avaient déclaré qu'ils participeraient aux manifestations du 1er Mai organisées par la DISK. Mais, quand la loi martiale a interdit ces manifestations à Istanbul et dans les autres villes sous le régime d'exception, ils ont déclaré qu'ils feraient une manifestation séparée à Izmir, une ville qui n'était pas sous la loi martiale.

Bénéficiant de cette scission à l'intérieur du mouvement syndical, le Commandement de la Loi Martiale à Istanbul déclara un couvre-feu de 29 heures le 1er Mai à Istanbul et des ordres furent donnés aux forces de sécurité de tirer sur tous ceux qui oseraient enfreindre ce couvre-feu. Le Commandement de la Loi Martiale exprima aussi dans son communiqué son appréciation et ses félicitations aux dirigeants syndicaux dissidents qui ont décidé d'organiser une manifestation séparée à Izmir, pendant que leurs collègues étaient dans les prisons militaires.

Brutalité des forces de sécurité contre les manifestants du 1er Mai

Le 1er Mai 1979, le centre industriel le plus peuplé de Turquie, Istanbul se transforma en ville fantôme. Toutes les entrées de la ville étaient gardées par des blindés et des unités de commandos.

Malgré ces mesures et l'ordre donné de tirer sous quelque désobéirait au couvre-feu, Mme Behice Boran, 69 ans, Présidente du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) se dirigea avec ses 330 camarades vers le siège de la DISK dans le quartier de Merter. Dans son discours, Mme Boran déclara que les autorités de la Loi Martiale ne permettaient pas non plus la célébration de l'anniversaire de la fondation du parti et elle protesta contre ces interdictions qu'elle considère une violation des droits fondamentaux reconnus par la Constitution.

A la fin de son discours, les forces de l'armée et de la police sont intervenues et ordonnèrent aux manifestants de se coucher. Quand ils étaient à terre, les agents de police ont frappé de nombreux manifestants avec leurs matraques en les blessant. Ensuite, ils ont été transportés dans des bus jusqu'au stade de la ville et interrogés là par le commandement du Camp de concentration constitué là pendant cette journée. En plus de Mme Boran et de ses camarades, plus de 1500 travailleurs ont été arrêtés en masse dans différents quartiers de la ville pour avoir désobéi au couvre-feu et tenu des rassemblements pour le 1er Mai.

Des mesures similaires ont été prises dans les autres provinces sous loi martiale et des centaines de personnes ont été arrêtées pour les mêmes raisons. De plus, à Ankara, les forces de sécurité ont tiré sur les manifestants et ont blessé certains d'entre eux.

Après l'interrogation au stade de la ville, comme cela s'était passé après le coup d'état au Chili, les prisonniers ont été emmenés à la 66ème Division de la 1ère Armée Turque et puis dans les casernes historiques de Selimiye. Parmi des détenus, il y avait Mme Boran et les autres dirigeants du parti, M. Can Ayıközü, M. Yavuz Ünal, M. Orhan Yılmaz Silier, M. Dinçer Doğu, M. Selim Mahmut-oğlu et le Président de l'organisation de la jeunesse du parti, M. Abdurrahman Atalay. De plus, d'autres dirigeants syndicaux comme M. Burhan Şahin, M. Mehmet Bilbil, M. Yücel Tok, M. Hüseyin Ekinçi, M. Salihattin Uyar, M. Mehmet Kılıçlı, M. Konan Budak, M. Nurettin Aydın, M. Yücel Yaman, M. İsmet Gantekin, M. Burhan Çiftçi, M. Ali Rıza Günkaya, M. Halis Düzgün, M. Mehmet Bulut, M. Hamdullah Güzel, M. İbrahim Çetkin, M. Osman Yalın, M. Orhan Çelikkaya, ont aussi été arrêtés. Les président de deux autres partis de gauche, M. Ahmet Kaçmaz du TSP et M. Feridun Şakar du VP ont aussi été arrêtés mais relâchés quelques jours plus tard.

Le Procureur Militaire du Commandement de la Loi Martiale a décidé que les 728 détenus seraient jugés par le tribunal militaire pour avoir enfreint la loi no. 171 sur les Rassemblements et Manifestations.

D'autre part, Dr. Nihat Sargin, Secrétaire Général du TIP a envoyé à M. Ecevit un télégramme demandant un contrôle médical des détenus qui avaient été battus et maltraités par les forces de sécurité lors des arrestations du 1er Mai. Parmi les personnes battues, l'état de santé de Necdet Ceylan, Dinçer Doğu, Haluk Ümut, Abdurrahman Atalay, Sevinç Ünal, Meliha Boratav et Abdurrahman Diri était très inquiétant. "Les détenus battus ont déclaré que certains policiers, en les attaquant criaient: "Nous sommes des policiers idéalistes, fascistes. Nous vengerons nos amis et vous enverrons en enfer."

Malgré ces déclarations et avertissements, ni le gouvernement d'Ecevit ni les autorités de la loi martiale ne prirent de mesures pour prévenir les mauvais traitements et les demandes pour un contrôle médical restèrent sans réponse.

Le tribunal militaire cède à la réaction des forces démocratiques

Comme le gouvernement d'Ecevit essayait d'empêcher ces violations des droits humains en Turquie en tant que pratique ordinaire de la loi martiale, les forces démocratiques de Turquie et du monde ont manifesté une forte réaction contre l'interdiction de la manifestation du 1er Mai à Istanbul et ont montré leur solidarité avec les dirigeants des travailleurs arrêtés.

Les premiers, la Confédération Mondiale du Travail à Bruxelles et la Fédération Mondiale des Syndicats à Prague ont protesté contre l'interdiction du 1er Mai. A propos des arrestations de masse, d'autres organisations internationales comme l'Association Internationale des Juristes Démocrates, la Confédération Européenne des Syndicats, les députés des partis progressistes européens ont participé au mouvement de protestation.

En Turquie, des centaines d'organisations démocratiques de masse ont protesté contre les arrestations, certains députés du Parti Républicain du Peuple (CHP) ont visité les détenus en prison. Et même certains avocats qui sont actuellement députés du parti d'Ecevit ont assuré la défense des prisonniers du 1er Mai. Les prisonniers ont été défendus devant le tribunal militaire par plus de 200 avocats.

Sous cette pression de l'opinion publique, le Tribunal Militaire du Commandement de la Loi Martiale d'Istanbul fut obligé de relâcher plusieurs des prisonniers y compris les dirigeants et militants de la DISK et du TIP.

La résistance déterminée des dirigeants de deux organisations ouvrières a prouvé une fois de plus que la juste lutte de la classe ouvrière peut vaincre la répression sanglante de la classe dominante et toutes les manœuvres traîtreuses des éléments scissionnistes infiltrés dans le mouvement ouvrier (G-M-DG-22/5)

LE TAUX MENSUEL D'ASSASSINATS POLITIQUES A ATTEINT 149 EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - Malgré le régime d'urgence appliqué par les autorités de la loi martiale dans 19 des 67 provinces de Turquie, la violence politique a pris de plus grandes dimensions le mois dernier et le taux mensuel de meurtres a atteint 149 dans le pays. Donc le nombre total d'assassinats politiques commis pendant les 17 mois du gouvernement Ecevit a atteint le chiffre de 1350.

Un assassinat bien préparé a été exécuté le 17 mai 1979 à Ankara et les "Loups Gris" ont tué sept progressistes en attaquant un café avec les armes automatiques. De plus, le Président de la Cour Criminelle de la province de Mersin, M. Halit Velioglu et sa femme Nuriye Velioglu ont été abattus par des terroristes prétendant être des "révolutionnaires". Les acts violents de ces soi-disant "révolutionnaires" ont été condamnés par toutes les organisations de la classe ouvrière comme des provocations.

Ci-dessous la liste chronologique des assassinats du mois passé:

- 18 AVR: L'enseignant Ferihs Erişli (Eziz), l'enseignant Mustafa Çalik (Ordu), L'étudiant de droite Raşat Atalay (Izmir), le policier Sadik Kantekin et l'étudiant de gauche Azmi Akan (Adana)
 19 AVR: Hüseyin Şahin (Adıyaman), l'étudiant Süleyman Boran (Adana), Hüseyin Yıldırım (Kars), l'ancien de village Bozan Kara (Nizip) Ibrahim (Nazilli)
 20 AVR: Le prisonnier Ahmet Durmuş (Trabzon), Halil İbrahim Güler (Gaziantep),

- 21 AVR: Ibrahim Ulus (Istanbul), Nazif Madran (Aydın), Mehmet Can (Ordu), le soldat Mehmet Aydın (Antakya), l'étudiant de gauche Halil Turan (Manisa)
- 22 AVR: Les étudiants de gauche Ersani Çelik (Istanbul) et Aydın Efetürk (Ankara)
- 23 AVR: L'enseignant Celal Çelik (Istanbul), l'étudiant Mustafa Melhatun (Denizli)
- 24 AVR: L'étudiant de lycée Vedat Ali Çetin (Ankara)
- 25 AVR: Mehmet Çuhadar et Ahmet Durak, sympathisants du EPP (Adana), l'ouvrier de gauche Recep Köse (Gaziantep), l'ouvrier Dursun Ali Karagöl (Iskenderun), le maire Seydo Kahraman et son ami Hacı Sitem Ince (Urfa)
- 26 AVR: Yaşar Çelik, le gendarme Bayram Akkoyun et le chauffeur Abdullah Yılmaz (Diyarbakır), l'étudiant de gauche Eyüp Kılıçkalamutçu (Istanbul)
- 27 AVR: L'enseignant Adnan Beydilli (Elazığ), les libraires Yusuf Akyıldız et Burhan Alkoç (Ankara), Cabbar Kuşçu (Adana), l'ouvrier de gauche Ali Mengiç (Gaziantep), Oktay Orbey, de droite et İsa Aydemir, de gauche (Ordu), le syndicaliste de gauche Mustafa Kula (Urfa)
- 28 AVR: Mehmet Yıldırım (Kars), Hüseyin Ragıp Erdem (Izmir), un inconnu (Adana), les passants Salihattin Taşer, Zeynettin Taşer, Mehmet Koç, Zakir Taşer, Mehmet Kayra (Malazgirt), Yılmaz Doğan (Istanbul)
- 29 AVR: L'ouvrier Nurettin Çandaroglu (Izmir), l'enseignant de gauche Şener Usanmas et l'étudiant Yaşar Özdemir (Bursa), l'étudiant Mehmet Arpacı (Tarsus), Yücel Ersoy (Giresun), Mehmet Yıldırım (Erzurum)
- 30 AVR: Le fermier Mehmet Özyurt (Aydın), l'ouvrier Müslim Şener (Adana), l'ouvrier Cemil Çiçek (Gaziantep), Nejat Çalıkan, de 10 ans, Avni Değirmenci et l'ouvrier Turgay Dumanlı (Istanbul), l'ingénieur Sefa Yılmaz (Adana), İbrahim Çali (Sivas)
- 1 MAI: Le "loup gris" Fikret Efe (Istanbul), l'ouvrier Mehmet Ürs et Bora Arslan (Gaziantep), Erol Selçuk, de droite (Samsun), l'avocat Yücel Ersoy (Ankara)
- 2 MAI: L'enseignant Nurat Akın (Elazığ), l'employée Cihan Akkoç (Izmir), l'ouvrier de gauche Ali Yücek (Kocaeli), Tayfun Yaman, de 17 ans (Istanbul)
- 3 MAI: Le "loup-gris" Cuma Hani Tiryaki (Nizip), Necip Yılmaz (Gaziantep), Abdurrahman Işık, Hasan Aslan et sa femme Habla Aslan (Diyarbakır), l'ouvrier H. İbrahim Uz (Istanbul), le marchand Mahmut Özerkan (Adana) A.Öküz (Ad.P.)
- 4 MAI: Le marchand Necip Yıldız (Kilis), le technicien Mehmet Sultan (Urfa), Mustafa Döner (Islahiye), İsmail Evren (Trabzon)
- 5 MAI: Muzaffer Yılmaz (Hendek), l'étudiant de gauche Erdiğ Bayram (Samsun), l'ouvrier Raşit Karakaplan (Adana)
- 7 MAI: Le juge Halit Velioglu (Mersin), İbrahim Ş. Bekircı (Antakya), İsmet Başmak. (Eskişehir), Remazan İpek et sa femme Seyhan İpek (Mardin), le fermier Aslan Alp (Sürgözü), Tüfek Kaya (Malazgirt)
- 9 MAI: L'enseignant Bekir Yücel, le policier Muammer Senver, l'étudiant Aydın Kamburoglu (Bursa), l'employé de droite Cusali Çavuşoglu (Urfa)
- 10 MAI: Le marchand İsmail Pehlivan et les ouvriers Nuri Pehlivan et Ali Aykurt (Gaziantep); l'étudiant de droite İsmail Öger (Adana), l'ouvrier Kasım Yücel (Eskişehir), l'étudiant Bekir Şen et Rasim Altıntok (Istanbul)
- 11 MAI: L'étudiant Abidin Atılğan (Gaziantep), le coiffeur Nuri Akyaz (Erzincan), Bilal Karakışali et Halittin Kafesoglu (Reyhaneli), un inconnu (Adana), le soldat américain Thomas Moaley et Ömer Çimenkan, membre d'un groupe armé (Istanbul), l'étudiant Erdal Şahin (Ankara), Mehmet Altay (Urfa)
- 12 MAI: Le militant de gauche Tamer Tabak (Istanbul), l'ouvrier Vakkas Kara (Gaziantep), l'étudiant M. Kayahan (Gaziantep), l'étudiant N.Kütlücan (Ankara)
- 13 MAI: L'ouvrier Eyüp Karakoç (Gaziantep), le chômeur Recep Keleş, le professeur de gauche Doğan Erdoğan, Yusuf Bahri Genç (Istanbul), Celal Üstel (Adana)
- 14 MAI: L'électricien Mustafa Yigit (Gaziantep), l'étudiant Fahri Öztürk (Samsun), l'enseignant Ali Çetin (Ordu), l'étudiant Sarı Gürsoy (Ankara), Günay Köroglu, fille d'un enseignant de gauche (Adana)
- 15 MAI: L'ouvrier Kemal Karakaya (Kayseri), Mehmet Çolakfakioglu et Mehmet Güllü (Gaziantep), Nuriye Velioglu, femme du juge assassiné (Ankara), l'étudiant de gauche Nazan Sezgir (Istanbul)
- 16 MAI: Les étudiants Nurettin Çetin et Lütfi Özdemir (Ankara), Alaettin Öztürk (Kayseri)
- 17 MAI: Mehmet Turan, Ahmet Turan, Erdoğan Doğan, Nizrap Taşkın, Hüsamettin Kurban, Tuncay Sarıkaya, Müslim Doğan (Ankara).

ACTIVITES TERRORISTES DES FASCISTES TURCS (LOUPS GRIS) EN BELGIQUE

BRU.ELLES (ITA) - Les activités des militants para-militaires du parti néo-fasciste de Turquie, Parti d'Action Nationaliste (MHP) de l'ancien colonel Alparslan Türkeş qui sont responsables de la terreur politique en Turquie, ont atteint les dimensions alarmantes dans les pays d'Europe occidentale.

Du fait que plus l'un million de travailleurs immigrés de Turquie se trouvent en Europe, les militants néo-fascistes appelés les "Loups Gris" se sont organisés dans les pays comme la République Fédérale Allemande et la Hollande. Récemment, les "Loups Gris" ont intensifié leurs activités en Belgique.

Tenant compte de cette situation, le Centre Culturel des Travailleurs de Turquie en Belgique (TİKM) appelle les autorités belges et turques à prendre des mesures adéquates afin d'arrêter le développement de ces actions fascistes.

Les "Loups Gris" en Allemagne fédérale et en Hollande

Depuis le début de 1970, les "Loups Gris" ont formé différentes sections en Allemagne et en Hollande. La loi des partis politiques interdit aux partis de n'importe quelle tendance de s'organiser à l'étranger. Profitant de cette loi, les progressistes de Turquie ont entamé des démarches auprès de la Cour Constitutionnelle. Cette dernière a mis en garde le MHP qu'il serait définitivement interdit s'il ne supprimait pas ses sections à l'étranger. Sur ce, depuis l'année 1977 les "Loups Gris" d'Allemagne et de Hollande ont fermé les sections du parti et ont formé des organisations parallèles comme "Foyer Idéal" (Ülkü Ocakları). En particulier après le début de 78, date à laquelle un gouvernement de tendance sociale-démocrate a été formé en Turquie les "Loups Gris" inculpés pour actions et terreur armées ont demandé l'asile politique en Allemagne, fuyant la Turquie. Ces réfugiés ont prêté part plus active dans l'organisation des actions néo-fascistes. A ces actions les démocrates et progressistes d'Allemagne aussi bien immigrés qu'allemands, les organisations syndicales, le SPD ont réagi vigoureusement. Suite à ces réactions les "Loups Gris" ont transféré une partie de leurs activités en Belgique et en France.

Les "Loups Gris" en Belgique

L'organisation néo-fasciste en Belgique a deux aspects:

- Former ouvertement des "Foyer Idéal" et des "Foyers de la Culture turque" (Türk Kültür Ocakları),
- En exploitant les sentiments religieux des ressortissants de Turquie, formant des "Associations de Culture islamique" ou, s'infiltrer dans la direction des associations déjà constituées.

Les activités d'organisation sous forme de "Foyer Idéal" soit sous forme d'associations de Culture islamique sont supervisées par un groupe de "Loups Gris" installé à Namur. Il est notoire que ce groupe de "Loups Gris" est soutenu par certains éléments fascistes du Consulat de Turquie et par des officiers de renseignement en mission à l'OTAN à Mons. Ce même groupe s'est propagé à Bruxelles à partir du mois d'avril 1978. Un certain Hasan Bilge de Namur en mission à Bruxelles a tenu une première réunion d'organisation le samedi 4 avril 1978 au cinéma Rex à Schaarbeek, avec la participation d'un autre groupe de "Loups Gris" venu d'un autre pays. A cette réunion participaient les "Loups Gris" de Hollande venus en voiture particulière et la réunion se déroula dans une clandestinité absolue, sous le couvert d'une causerie religieuse. A la fin de la réunion, une association s'est fondée portant le nom l'"Association de la Culture turque de Bruxelles - Foyer Idéal" (Bürksel Türk Kültür Derneği - Ülkü Ocağı).

Cette organisation fasciste ayant loué un local au numéro 30, rue Verte à St. Josse a publié son premier communiqué le 18 avril 1978. Elle publie de temps en temps d'autres communiqués sous le titre de la "Grande Association de l'Idéal - Foyer turc" (Büyük Ülkü Derneği - Türk Ocağı).

Hasan Bilge rend visite très souvent à d'autres centres que Bruxelles et Namur où se trouvent des travailleurs immigrés de Turquie. Ceci à l'aide d'une voiture bleue Ford Taurus immatriculée BAZ 354 afin de superviser les activités des organisations.

Activités sous la couverture religieuse

En exploitant les sentiments religieux des travailleurs de Turquie venant d'un pays à majorité musulmane, les "Loups Gris" poursuivent parallèlement leurs activités sous forme d'associations de la Culture islamique.

En effet environ 500 membres sont affiliés à l'Association de la Culture islamique de Bruxelles (Brüksel İslam Kültür Cemiyeti) fondée par Hasan Bilge et ses amis. Une centaine de ses membres sont les sympathisants du MHP et le restant est constitué par des croyants musulmans non conscients des problèmes politiques. Cette association afin de mieux pouvoir exploiter les sentiments religieux de la population immigrée de Turquie a acheté un immeuble situé au 80-82, chaussée de Haecht à Bruxelles, d'une valeur d'un million et demi. Ceci pour la transformer en mosquée.

Les croyants de Turquie fréquentaient auparavant une mosquée "Ak Cami", rue Josephat à Bruxelles. Les militants du MHP prétendaient que cette mosquée était contrôlée par les musulmans albanais et de ce fait ils ont entrepris une campagne pour faire une mosquée turque.

En utilisant le nom de "Présidence des affaires religieuses de Turquie" ils ont extorqué d'après les estimations environ 6 millions de francs belges aux travailleurs de Turquie à Bruxelles.

Les photos du leader fasciste Alparslan Türkeş sont affichées dans le local de l'Association de la Culture islamique. Les livres, cassettes, disques faisant l'éloge du fascisme sont accessibles à quiconque.

Les liens de l'association avec le MHP en Turquie sont assurés par un certain İhsan Merdanoglu qui fait le voyage avec un convoi de quatre voitures, ceci chaque trois mois. À l'aide de ces voitures ce personnage ramène du matériel de propagande fasciste.

Liens avec le Centre Culturel Islamique

Liées à cette association de Bruxelles dans d'autres villes de Belgique les associations de "Culture islamique" se sont formées. Ces associations sont soutenues par le Centre Culturel Islamique fondé avec le soutien de 21 pays musulmans. En effet, après la reconnaissance de l'Islam en 1975 comme une des religions d'Etat, un comité en Belgique composé d'ambassadeurs de 21 pays musulmans a loué une maison de style oriental située au Cinquantenaire pour un bail de 99 ans et celle-ci est transformée en mosquée et Centre Culturel Islamique.

Ce centre fut inauguré en 1978 par une cérémonie à laquelle ont participé le Roi d'Arabie Saoudite et le Roi de Belgique, ainsi que l'ambassadeur de Turquie en Belgique, M. Sulhi Digioglu.

L'imam en chef du Centre Culturel Islamique M. Mohammed Alouini sert d'intermédiaire pour l'affectation par les autorités belges des professeurs religieux des écoles et soutient les activités des associations de Culture Islamique. Ainsi une étroite collaboration est réalisée entre le Centre islamique du Cinquantenaire et différentes associations des "Loups Gris".

Sur le plan religieux, une activité non moins importante des fascistes en Belgique est la multiplication des cours du Coran. En effet à l'intention des enfants de moins de 12 ans sous prétexte d'apprentissage du Coran, des enfants immigrés de Turquie sont obligés de suivre ces cours soit après les heures normales de l'école soit pendant les week-ends.

Qui soutient les "Loups Gris"?

Tout d'abord le MHP profitant du fait que son chef Türkeş était vice-premier ministre sous le gouvernement de "Front Nationaliste" durant trois ans a pu envoyer un nombre considérable de ses militants sous couverture de l'attaché de travail, de presse, de religieux, d'éducation, employé du consulat, agent de sécurité du consulat, etc.

Les consuls et les ambassadeurs, pour ne pas tomber en désaccord avec les partis gouvernementaux ont fermé les yeux sur les activités subversives de leurs éléments.

Même certains ambassadeurs et consuls de tendance fascisante ont soutenu ouvertement leurs activités. Après la chute du gouvernement du "Front Nationaliste" et la formation du gouvernement à tendance sociale-démocrate la plupart

de ces éléments fascisants ont conservé leur place. Ceux-ci participent ouvertement aux réunions d'associations de culture islamique et autres "foyers de culture turque" et prennent la parole apportant ainsi la caution du gouvernement turc. Nos avertissements donnés et les exigences des travailleurs anti-fascistes aux autorités de Turquie restent sans réponse. A tel point que le journal Milliyet du 8 novembre 1978 écrivait que "les activités des idéalistes parmi les travailleurs turcs en Belgique deviennent intenses" et déclarait ensuite "les responsables des travailleurs turcs avancent qu'ils ne font pas confiance aux autorités turques et que les demandes écrites aux autorités circulaient sous forme de photocopies dans les cafés. Ils ajoutent désormais, nous ne pouvons nous plaindre aux autorités par écrit car notre sécurité de vie est en danger".

Prétextant la difficulté de la Turquie quant à ses besoins de devises, certains représentants du gouvernement turc en Belgique poursuit une activité intense pour le transfert des devises et pour l'acquisition des parts des sociétés industrielles en Turquie. A ce propos, ils souhaitent obtenir plus de promesses des organisations contrôlées par les "Loups Gris". Aux travailleurs progressistes qui les critiquent dans cette attitude leur réponse est la suivante: "Du fait qu'ils envoient des devises en Turquie, nous ne pouvons nous opposer à eux."

Les travailleurs de Turquie à Genk se sont adressés autant au commissariat qu'au procureur du Roi de Tongres, mais à ce jour ils n'ont reçu aucune suite.

Un responsable de la BSR en Belgique a déclaré qu'il savait que les activités de la droite turque en Belgique étaient devenues denser ces derniers temps et que dans la mesure où ces activités devenaient néfastes aussi bien pour la communauté turque que belge les mesures nécessaires devaient être prises. (Milliyet du 8 décembre 1978).

Quelques actions terroristes des "Loups Gris" en Belgique

SEPTEMBRE 1977: Deux "Loups Gris" nommés Mustafa Aslan et Halil Önder ont attaqué un café à Gont tenu par Muharrem Avci, un progressiste, détruisant les affiches collées au mur ainsi que les cassettes d'un barde populaire de Turquie. Ils blessèrent Avci au pied à l'aide d'un couteau, celui-ci voulu s'opposer à leurs actions.

LE 22 AVRIL 1978: Une vingtaine de "Loups Gris" attaquèrent à l'aide de barres de fer et de bois des jeunes qui distribuaient des tracts à l'occasion de la fête du 1er mai 1978. Dix personnes furent grièvement blessées dont un jeune garçon.

LE 5 OCTOBRE 1978: Des "Loups Gris" venus de Francfort ont participé à une réunion organisée par l'Association de la Culture islamique dans un local situé dans les Galeries de City 2 à Eindhoven. Quand les "Loups Gris" ont distribué des photos de Türkeş, des calendriers du MHP, des insignes et des brochures, les mineurs se sont opposés à la distribution et les incidents prirent de l'ampleur. Le but poursuivi par la réunion était de collecter de l'argent afin de permettre aux "foyers idéal" d'acheter des armes. Les sommes ainsi réunies ont été amenées en Turquie une semaine plus tard par un responsable nommé Salahattin Saygan. Deux policiers en civil appartenant à la gendarmerie de Genk ont suivi les incidents.

LE 8 DECEMBRE 1978: Le journal Milliyet informe que dans la région du Limbourg, les "Loups Gris" ont organisé des réunions à Eindhoven, Waterschei et Berlingen durant lesquelles les drapeaux du MHP, les insignes des "Loups Gris" et les publications fascistes furent mis en vente. Ils ont attaqué les travailleurs qui se sont opposés à leurs actions.

LE 26 DECEMBRE 1978: Les "Loups Gris" qui distribuaient des tracts et des brochures dans un café à Housden ont attaqué un travailleur nommé Mustafa Durmuş qui s'opposait à la distribution des tracts. Plus tard il fut hospitalisé.

Cette liste n'est pas limitative. Le TIMN dispose d'informations à propos des actions des "Loups Gris" un peu partout en Belgique.

Organisations de "Loups Gris" en Belgique

- BRUXELLES: L'Association de la Culture turque de Bruxelles - Foyer Idéal,
L'Association de la Culture islamique de Bruxelles.
- LIEGE: L'Association de la Culture turque de Liège
Le Centre Culturel islamique turc de Liège
- ANVERS: L'Association des Travailleurs turcs nationalistes et idéalistes.
- EISEN: L'Association de la Culture islamique. ✓

HEUSDEN-ZOLDER: L'Association de la Culture islamique.
 BERINGEN: L'Association de Soutien à la Construction de mosquée
 WATERSLOREI: L'Association de Soutien à la Construction de mosquée
 NAKUR: L'Association de l'Islam et de la Culture turque

Les associations de la culture turque sont affiliées à la Fédération Européenne des Associations turques démocratiques-idéalistes (Türk-Federasyon) fondée à Francfort en 1977.

Revendications de la communauté des travailleurs de Turquie

Le Centre Culturel des Travailleurs de Turquie (TİKM) fait l'appel suivant aux autorités turques et belges ainsi qu'aux forces démocratiques de Belgique:

"Comme on peut le constater les 'Loups Gris' qui intensifient leurs activités d'organisation avec l'aide et la protection des autorités aussi bien turques que belges constituent un véritable danger. Ce danger qui pèse sur les travailleurs de Turquie en Belgique sont réels. Il ne serait pas étonnant que ces 'Loups Gris' commencent à commettre des assassinats politiques en Belgique comme c'est le cas en Turquie. L'existence des 'Loups Gris' en Belgique n'est pas seulement un danger pour la communauté des travailleurs de Turquie mais elle représente aussi un danger pour la société belge car les travailleurs immigrés constituent un élément important de cette société.

"Tenant compte des situations précédemment le TİKM appelle les autorités belges et turques à prendre des mesures adéquates afin d'arrêter le développement de ces actions fascistes et d'éliminer l'influence des 'Loups Gris' dans les institutions religieuses.

"Le TİKM exige que les problèmes religieux et d'éducation religieuse soient sous l'autorité de la Présidence des Affaires Religieuses de Turquie, et que le principe de laïcité de l'Etat soit intégralement appliqué. L'influence néfaste du Centre Culturel Islamique dans ce domaine doit être éliminée.

"Nous demandons que tous ces problèmes trouvent leur solution dans une commission composée d'institutions laïques de l'Etat et d'organisations démocratiques des travailleurs immigrés.

"Les cours de Coran organisés par les 'Loups Gris' devraient être supprimés et un contrôle de l'Education Nationale doit être instauré sur l'éducation religieuse des enfants de Turquie.

"Enfin, toutes formes d'organisation et d'association de fascistes turcs en Belgique devraient être interdites conformément aux principes et aux lois d'un régime démocratique."
 (TİKM-DG-17/5)

POUR CONNAÎTRE LES FAITS DE TURQUIE

L'Agence Info-Türk est un service d'information créé et pris en charge par des progressistes de Turquie à l'étranger et publie les Bulletins mensuels en trois langues (français, anglais et allemand) pour informer l'opinion mondiale des problèmes et des luttes du peuple de Turquie, et aussi en langue turque pour faire connaître les problèmes des travailleurs turcs émigrés.

Abonnement annuel pour chaque langue:

200 FB en Belgique
 250 FB à l'étranger

Virement ou mandat de poste au compte suivant:

COODIFF s.c.
 CCP - 000-1164657-75
 13/2, Square Visser - 1040 Bruxelles

Vous pouvez demander en écrivant à la même adresse la liste d'autres publications de l'Agence Info-Türk.